Affiche du FN : les Algériens de France veulent défendre l'image de l'Algérie

01/03/2010 à 20h43

L'«*élite algérienne*» en France, binationaux ou résidents étrangers, n'a pas apprécié l'affiche du Front national représentant la France recouverte du drapeau algérien transpercé de minarets en forme de missiles. Elle veut s'organiser au-delà des clivages politiques pour défendre l'image de l'Algérie.

L'association Espace franco-algérien a décidé de porter plainte contre le parti de Jean-Marie Le Pen pour incitation au racisme et à la xénophobie. Cette action est une première dans l'histoire de la communauté algérienne de France.
*Elle est d'autant plus intéressante qu'elle émane d'une association dont le président, Akli Melouli, est au delà de sa double identité, un élu socialiste. **Cela témoigne de la place de plus en plus importante que prennent les Français d'origine algérienne dans la vie publique et politique.***
*Outre les têtes bien connues, comme Fadéla Amara, Nora Berra ou Yazid Sabeg, tous trois membres de l'actuel gouvernement, **il y a en France plus de 3.000 élus d'origine algérienne**, selon une source diplomatique algérienne. Sans compter les élites qui activent dans le secteur économique. **Jusque là, toute cette communauté était peu visible** dans le débat public ou ne s'était pas vraiment signalée par des actions collectives.*

En réalité, le débat sur l'identité nationale lancé fin 2009 par le gouvernement français et les débordements auxquels il a donné lieu, notamment la stigmatisation des populations immigrées, maghrébins musulmans en tête, a rapproché la

communauté d'origine algérienne. Des liens se sont ressoudés, resserrés et ont spontanément abouti à une tentative d'organisation pour ses défendre face à ces attaques.
Et cette démarche s'est faite complètement en dehors des canaux officiels algériens, qui hormis quelques réactions officielles timides, sont restés aux abonnés absents. Le conseil consultatif de la communauté algérienne à l'étranger, annoncé depuis des années, peine à voir le jour. (…)
En ce qui concerne la France, le même silence et la même inaction est reprochée à l'Ambassade d'Algérie à Paris. Elle n'a pas su jouer son rôle de relais des inquiétudes algériennes quant à la décision de la France d'inscrire l'Algérie sur la liste des pays à risque dans le domaine de l'aérien. Elle ne s'est jamais exprimée au moment du débat sur l'identité nationale et elle reste déconnectée des vrais problématiques que vivent les Français d'origine algérienne ou les Algériens en France.
Source : TSA